

Sont-elles soumises à des ententes sur le partage du marché avec la société mère, limitées au marché canadien? Nous n'en savons rien en réalité. Des directives ne suffisent pas.

• (4.10 p.m.)

L'une des fonctions de la Corporation de développement du Canada, à mon sens, serait de mettre à l'essai l'exploitation et l'orientation des filiales au Canada au sein de notre économie en leur offrant de nous joindre à elles pour les introduire sur les marchés internationaux. De cette façon, nous pourrions voir si elles suivraient. Si elles ne le pouvaient pas, alors nous aurions un argument et il nous faudrait nous en servir. Nous disposerons de l'instrument voulu ici, avec la Corporation de développement du Canada, pour favoriser nos intérêts nationaux. C'est une fonction qu'à mon avis, il faudrait souligner au cours de ce débat en étudiant le rôle de la Corporation de développement du Canada. Permettez-moi de dire aussi qu'une des lacunes que je vois dans la politique économique du Canada peut dans une certaine mesure être comblée par la Corporation de développement du Canada; c'est-à-dire, pour la réglementation d'autres politiques et d'autres programmes. Je pense aux petites entreprises, aux programmes visant les petites entreprises et à un ensemble de politiques concernant les petites entreprises dont nous avons besoin au Canada. A mon avis, nous n'avons pas abordé ces aspects du problème de façon systématique.

Nous trouvons fréquemment au Canada un grand nombre de petites entreprises qui, ayant atteint un certain stade de développement, s'aperçoivent qu'elles ont besoin de direction, de meilleures techniques de commercialisation, de types de financement qui n'existent pas au Canada. Très fréquemment, surtout dans de nouveaux domaines technologiques, les compagnies prolifèrent. Elles se groupent avec celles qui possèdent un petit bagage de connaissances technologiques, emploient des gens hautement compétents et fabriquent des produits qu'elles mettent sur les marchés en quantité limitée. Puis, elles atteignent le stade où elles sont fortement tentées de vendre, ce qui signifie, au Canada, vendre à des compagnies étrangères. En définitive, nous obligeons nombre de Canadiens à aller chercher à l'étranger des occasions de travailler dans des entreprises connexes qui exigent des connaissances scientifiques et techniques très poussées. Ils se rendent à l'étranger pour y trouver des entreprises dont le niveau technique et les perspectives d'avenir soient à la mesure de leurs talents. C'est pourquoi je pense que la Corporation de développement du Canada devrait avoir une orientation qui tienne compte des petites entreprises prometteuses.

On a souvent parlé de cette corporation comme d'une institution qui s'intéresserait à de grands programmes canadiens et à de grandes entreprises, et j'ai dans l'idée que l'accent a été mis sur la dimension afin d'éviter toute impasse avec des entreprises qui battent de l'aile ou des pressions exercées pour reprendre ces entreprises qui sont en difficulté. Je pense que nous ne devons pas perdre de vue ce qu'il en résultera pour l'ensemble de notre économie.

[M. O'Connell.]

Je le répète, notamment dans les secteurs les plus avancés et les plus technologiques, beaucoup de ces sociétés démarrent à une échelle réduite et en centrant leurs efforts sur une technique déterminée. La Corporation de développement du Canada pourrait, à tout le moins, espérer réunir certaines de ces corporations dans des unités plus vastes, de leur donner une base financière orientée vers des débouchés plus importants que ceux offerts par le seul marché canadien. Pour cela, cette corporation devra souvent s'implanter au sein des sociétés, les aider à s'unir au moyen de fusions ou d'associations et à se lancer sur les marchés étrangers.

Il va de soi que les fonctions de la Corporation de développement du Canada devront être coordonnées à cet égard avec les prescriptions de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions ou avec la politique concurrentielle du Canada. J'espère bien que nous serons capables d'organiser nos affaires en matière de coalitions et de fusions de façon à ne pas faire obstacle à la fusion de nombreuses sociétés canadiennes désireuses d'établir de plus grandes unités afin de pouvoir soutenir la concurrence mondiale. Je tiens à souligner que j'espère que la Corporation de développement du Canada nous aidera à développer le programme des petites entreprises surtout dans les domaines techniques et les secteurs connexes dans le monde.

Il me reste un seul autre point à soulever en ce moment. Le Canada a besoin d'une politique industrielle ou économique d'un genre que nous n'avons pas encore réussi à mettre au point. Nous avons seulement entre les mains un grand nombre de petites pièces d'un grand tableau. Nous avons toute une série de programmes. Nous avons nos programmes et nos politiques de développement régional; nous avons nos politiques en matière de fusions et de concurrence; et maintenant nous avons la Corporation de développement du Canada qui s'intéresse d'une façon particulière au développement. Nous avons un début de politique concernant la mainmise étrangère et les capitaux étrangers. Ce sont tous là des éléments nécessaires d'une politique plus vaste.

Ce qui semble faire défaut à ce propos, et là je suis d'accord avec le député d'Etobicoke (M. Gillespie) qui l'a déclaré plusieurs fois ici, c'est une politique industrielle globale dans laquelle tous ces éléments pourraient s'inscrire. L'une des principales facettes de cette politique serait certes de nous aider à établir des priorités pour l'avenir. Devrions-nous nous lancer dans l'électronique? Peut-être. Devrions-nous nous attacher aux communications? Peut-être. Devrions-nous nous pencher sur l'océanographie? Je le crois, car nous avons des littoraux et des voies navigables sans pareil. Nous faudrait-il nous lancer dans les transports, l'énergie et l'atome? Nous devrions étudier nos perspectives avantageuses pour établir l'ordre de priorité.

J'entends par politique industrielle un accord qui rassemblerait ces secteurs pour le bien économique du Canada. Nous pourrions ainsi rallier les efforts de sociétés comme la Corporation de développement du Canada, de la politique sur les coalitions et de toutes les autres politiques industrielles. Nous devons aménager nos ressources avec le plus grand soin et, de ce fait, établir des priorités, les adapter aux circonstances et tenter d'instaurer